

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 6 AVRIL 1979 - N° 890

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Le conseil syndical (CFDT) d'Usinor-Dunkerque suspendu

Le syndicat des Métaux (CFDT) de Dunkerque a suspendu le conseil syndical de la section CFDT d'Usinor. C'est une décision très grave qui intervient non seulement dans le cours d'une lutte très dure et décisive contre les licenciements dans la sidérurgie, mais qui intervient aussi précisément au moment où des initiatives concrètes de lutte doivent se dérouler à Dunkerque-même. Il s'agit donc là d'un véritable coup de poignard dans le dos de militants syndicaux au cœur d'une lutte.

Par-delà les faits mis en avant dans cette décision, ce qui est en cause c'est que ces militants d'Usinor-Dunkerque sont opposés à la ligne réformiste.

Lire en page 3

## Espagne : la gauche l'emporte aux municipales

Lire en page 8

Dans  
**Le Quotidien  
du Peuple**  
du samedi  
7 avril

Contraires au sein  
du peuple

Quel bilan tirer  
du 23 mars ?

Notre dossier

L'OPEP  
face à l'impérialisme

## 6 AVRIL : JOURNEE DE RENCONTRE ET DE LUTTE DES SIDERURGISTES

Dunkerque, Denain, Longwy

# TOUS UNIS CONTRE LES LICENCIEMENTS !



● Mayoux,  
le PDG de Sacilor  
confirme  
les 8 500  
licenciements

● Etchegaray,  
PDG d'Usinor  
s'apprête  
à faire autant...

Lire notre dossier  
en pages 4 et 5

Au mépris des risques et de l'avis  
des populations  
directement concernées

## LE GOUVERNEMENT ACCELERE LE PROGRAMME ELECTRONUCLEAIRE



Lire en page 8

Une enveloppe  
de 5,8 milliards  
de francs  
au patronat

A l'issue du dernier conseil des ministres, Barre a présenté ses mesures de « relance à l'investissement » ainsi que les principales orientations prévues pour le VIII<sup>e</sup> plan (1981-1985). En ce qui concerne l'aide à l'investissement productif, le Premier ministre prévoit une aide multiforme : prêts bonifiés et participatifs, prime de développement régional et nombreux avantages fiscaux, vont être généreusement accordés au patronat. Mais ce dernier, contrairement à toute attente, juge ces mesures insuffisantes. Il ramasse ces gratifications mais rechigne en ce qui concerne les avoirs fiscaux jugés trop maigres. Quant aux mesures sociales prévues par Barre, il est question d'aménager la durée du travail, mais il serait illusoire — précise-t-il — de « penser réduire la durée du travail avec le même salaire ». Autrement dit, oui à la semaine de 35 heures, mais avec diminution de salaire. Le cynisme de Barre n'a pas de limite, il culmine lorsque ce dernier parle de « consolidation de la protection sociale » alors qu'il porte atteinte constamment aux droits et aux acquis des travailleurs.



## LA COMMUNE DE 1871, OU L'INITIATIVE AU PEUPLE



# LA GARDE NATIONALE: LE PEUPLE EN ARMES

### Des gardes nationaux bourgeois aux ouvriers armés

La Garde nationale, créée en 1791, était, sous le second Empire, une milice bourgeoise : le gouvernement fournissait les armes mais l'équipement était à la charge du citoyen, ce qui nécessitait donc des revenus. Cette Garde nationale sortait auréolée des journées de juin 1848 pendant lesquelles elle avait écrasé l'insurrection ouvrière.

Le 12 août 1870 les bataillons sont portés de 51 à 60 et les 9 nouveaux bataillons, précédant lourd de conséquences, élisent leurs officiers. Après le 4 septembre, le gouvernement de la Défense nationale crée 60 nouveaux bataillons, bientôt suivis par d'autres, au total 260 bataillons auxquels s'ajoute la création de corps francs autorisés par le gouvernement. Ces créations anarchiques, expliquent en partie le caractère d'indiscipline qu'aura toujours la Garde nationale.

#### LES OUVRIERS ENTRENT EN MASSE

Les travailleurs parisiens, qui n'avaient pu, ni voulu entrer dans les 60 premiers bataillons, envahirent littéralement ceux qui furent ouverts après le 4 septembre dans un élan patriotique et républicain, pas toujours exempt d'arrière-pensées. Mais les républicains modérés qui ont confisqué le pouvoir le 4 septembre ne se soucient guère d'utiliser cette force qui leur paraît à tout le moins plus dangereuse pour leurs intérêts que les Prussiens. Aussi la Garde nationale est-elle mal armée, laissée dans une inaction qui confine à la trahison, alors que le peuple parisien piétine d'impatience et réclame une sortie en masse. On lui donne satisfaction en la réorganisant en 59 régiments de marche. La sortie de Buzenval n'est organisée par le gouvernement le 19 janvier que dans le but de saigner la Garde nationale, pour la décourager.

Parallèlement, les commandants en chef qu'on lui impose sont des personnages de plus en plus réactionnaires. Si le premier commandant en chef est Tamisier, officier républicain que l'on dit fourrieriste et proscrit du 2 décembre 1851 (coup d'Etat bonapartiste), le second, nommé après l'insurrection manquée du 31 octobre, est Clément Thomas, «républicain d'ordre», «fusilleur de juin 1848» qui

discrédite la Garde nationale par ses calomnies et qui dissout des bataillons dont celui des tirailleurs de Belleville de Flourens. Quant au dernier commandant en chef appelé par Thiers le 3 mars, c'est franchement un bonapartiste : d'Aurelles de Paladine, ancien des campagnes d'Afrique. En outre, l'état-major de la Garde nationale est aux mains des militaires.

#### LE COMITE CENTRAL ELU

Si le 31 octobre, la plus grande partie de la Garde nationale a défendu le gouvernement contre les bataillons des faubourgs, c'est que celui-ci prétendait représenter la République ; mais composée en majeure partie de travailleurs, la Garde nationale devient un danger pour la bourgeoisie qui s'acharne contre elle. Grâce à l'élection de ses officiers, elle se donne des cadres révolutionnaires. Des internationaux comme Avrial, Durand, des blanquistes comme Eudes, Levrault, Sapia, Lacambre, et Blanqui lui-même sont élus chefs de bataillons. Les cadres inférieurs aussi sont souvent des révolutionnaires qui s'étaient fait connaître des masses à la fin du second Empire. Il ne faut donc pas s'étonner que le gouvernement ait affirmé que la Garde nationale comptait 30 000 «repris de justice» dans ses rangs. Face à ces forces populaires qui s'affirment, la bourgeoisie répond par la répression, en révoquant les officiers les plus révolutionnaires, de novembre à janvier notamment, effectuant une véritable épuration de la Garde nationale. Mais, souvent, les hommes destitués sont réélus par leurs bataillons, comme c'est le cas pour Avrial, Eudes et Lacambre (neveu de Blanqui).

Battus le 31 octobre, et le 22 janvier, les bataillons populaires de la Garde nationale avaient, en fait, manqué d'unité. Après une première tentative avortée de fédération, les masses populaires commencent à organiser la Garde nationale d'une façon durable à partir du 15 janvier. Le 15 février, une réunion concrétise le projet d'une fédération qui aboutit à un comité central composé d'élus de bataillons des vingt arrondissements. C'est sous l'impulsion de ce comité central que l'affrontement avec les Prussiens qui entrent dans Paris est évité, que les canons sont ramenés dans les

quartiers populaires. C'est cette organisation qui, prise au dépourvu mais se ressaisissant rapidement, conjointement avec les blanquistes transformera le 18 mars en victoire du prolétariat.

### La garde nationale communarde

L'une des premières mesures prises par les communards est l'abolition de l'armée permanente, réclamée depuis des années par les républicains et les socialistes. La seule force militaire est la Garde nationale dont «tous les citoyens valides» doivent faire partie : «Que l'on soit toujours citoyen et soldat» proposera un communard ! L'épine dorsale de l'appareil d'Etat que représente l'armée a donc été brisée. Mais la Commune élue par les bons soins du Comité central de la Garde nationale et des comités d'arrondissements doit faire face à l'armée de Versailles. Il faut donc organiser une armée révolutionnaire, tâche dont le Comité central affirme se charger après avoir remis le pouvoir à la Commune. Un comité central d'artillerie, où l'on remarque des internationaux, est en outre apparu le 18 mars. Il veut se consacrer à l'organisation de l'artillerie, cette arme capitale.

#### LA NECESSITE DE L'UNITE D'ACTION

La Commune, c'est une explosion de liberté et d'initiative. En matière militaire, cela pose des problèmes très difficiles vu la nécessité de l'unité d'action. En effet la commission à la guerre, que l'Hôtel de ville a créée, détient théoriquement l'autorité sur la Garde nationale, mais très vite il apparaît que le Comité central et ses sous-comités, dont certains, comme celui du XI<sup>e</sup>, qui inscrivait dans son programme socialiste «le droit à l'insurrection», n'ont pas abandonné réellement le pouvoir à la Commune. Il en résulte un conflit d'attribution qui persistera jusqu'au

C'est la Garde Nationale qui s'empare du pouvoir le 18 mars. Avec elle, c'est le problème du peuple en armes qui se pose à nous. D'où venait la Garde Nationale ? Comment s'est-elle transformée en outil révolutionnaire ? Que devint-elle sous la Commune ?

28 mai 1871. (Cette lutte peut prendre à l'occasion, malgré le fait qu'il y ait des socialistes dans toutes les instances, un caractère de classe).

On en a une idée lorsque le 29 mars «le comité central rappelle aux gardes nationaux qu'ils ont le droit de révoquer leurs chefs dès qu'ils ont perdu la confiance de ceux qui les ont nommés». Les gardes nationaux, avec le comité central, veulent élire tous les grades, tandis que la commission à la guerre de la Commune par souci d'efficacité procède à des nominations. Ces différentes conceptions vont surtout s'affronter après l'échec de la sortie des 3 et 4 avril.

#### SORTIE EN MASSE ?

Cette offensive trop tardive sur Versailles est lancée par les 3 généraux de la Commune, les blanquistes Eudes et Duval et le patriote Brunel. «Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous» ont-ils proclamé. Mais Thiers, aidé par Bismarck, a ressaisi ses forces, repris en main ses troupes avec l'aide de reîtres sanguinaires comme le marquis de Galliffet qui veut faire «une guerre sans merci» aux «bandits de Paris». L'attaque sur Versailles de près de 40 000 fédérés échoue. Des milliers sont faits prisonniers. Duval, Flourens, et des gardes nationaux sont lâchement assassinés par les militaires et les gendarmes.

Un second siège de Paris recommence. Les 3 délégués à la guerre qui vont se succéder, l'aventurier Cluseret, le militaire rallié Rossel, le vieux jacobin Descaze, ne pourront, malgré quelques velléités, que reproduire les «erreurs» du premier siège. Ils n'auront aucune stratégie bien définie et, pas plus que le gouvernement bourgeois de 1870, ils n'organiseront cette sortie en masse souhaitée par les communards des bataillons. Mais combien étaient ces fédérés ? Sur le papier ils comptent avec 20 légions d'arrondissement un peu plus de 200 000 hommes pour 273 bataillons comprenant 38 corps francs. En avril ils seront divisés en deux armées sous les commandements des polonais Dombrowski et Wroblewski. Cet effectif considérable ne correspond pas à la réalité : «On pouvait obtenir 60 000 combattants si l'on savait s'y prendre» écrit Lissagaray qui ajoute que 15 à 16 000 fédérés seulement montaient en ligne ; André Léo parlait en avril de 60 000 héros ; quant à Louise Michel elle rappellera que «l'armée de la Commune était si peu nombreuse que les mêmes se retrouvaient toujours».

#### MECANICIENS ET CORROYEURS

Qui sont ces braves ? André Léo, après enquête, répond que ce sont dans une écrasante majorité des «ouvriers, des manœuvres», ce que confirment toutes les sources qui nous sont parvenues. Les commandants de bataillons élus se sont prolétariés avec la Commune. Ils sont journaliers, ouvriers bijoutiers, mécaniciens, typographes, monteurs en bronze, commis marbrier, corroyeur... Les fédérés les choisissent sur des critères politiques.

Malheureusement ces bataillons révolutionnaires, qui montent au feu derrière leurs drapeaux rouges, sont mal équipés, mal armés. L'artillerie est très peu utilisée. Les

états-majors de la commission à la guerre et des légions, qui ne sont pas élus mais nommés, se révèlent peu efficaces. De nombreux éléments petits-bourgeois s'y infiltreront. Beaucoup, effrayés du caractère de plus en plus socialiste de la Commune, la trahiront.

Les gardes nationaux en ligne font les frais de cette impéritie. Les réfractaires se multiplient. Les bataillons qui montent au combat ne rassemblent bientôt plus que 100 ou 200 hommes qui n'obéissent qu'à eux-mêmes, ne comptant plus sur une intendance qui ne suit pas. Il est fréquent de voir les fédérés, harassés par plusieurs jours et nuits de lutte acharnée, abandonner le champ de bataille, ou arrêter des chefs qui ne leur plaisent plus. Les Versaillais en profitent pour s'approcher des fortifications et s'emparent début mai du fort d'Issy, une position stratégique. On voit même dans les bataillons des quartiers ouvriers des rébellions collectives principalement en mai.

#### UNE ARMEE DE VOLONTAIRES

Il est vrai que, face à la situation de dégradation qui gagne progressivement les légions, le conflit s'accroît entre les états-majors d'une part et le comité de la Garde nationale et les sous-comités locaux d'autre part. On note plusieurs crises. Tandis que le comité central manœuvre pour reprendre le contrôle général du mouvement communaliste, Rossel menace de faire fusiller les membres. Une partie du comité central d'artillerie est emprisonnée, les membres des sous-comités et les délégués de bataillons sont menacés, voire arrêtés.

Ces sous-comités, composés des éléments ouvriers et révolutionnaires, organisent dans les mairies la vie sociale des arrondissements, tout en participant à la construction du socialisme en appliquant les décrets les plus progressistes de la Commune. S'engageant dans une lutte de classes, ils attaquent certains états-majors de légions qui sont parfois des foyers de conspiration contre la Commune.

La Commune n'aura pas le temps de définir une politique efficace en matière militaire. Elle oscillera entre les solutions d'autorité (emprisonnement de militants ou de responsables, constitution d'une cour martiale, projets de dictature personnelle par les blanquistes) et la mise en place d'instances de contrôle et de vigilance politique comme par exemple celle de commissaires aux armées. Ajoutons que le système de recrutement de ses forces militaires, l'enrôlement obligatoire de tous les citoyens valides, ne fit que compliquer les choses, car en fait l'armée fédérée fut essentiellement une armée de volontaires qui se battit pour le socialisme contre les 170 000 hommes de l'armée versaillaise.

Dans notre prochaine édition :

LES OUVRIERS EN MOUVEMENT



# DUNKERQUE : ATTAQUE INADMISSIBLE CONTRE LA DEMOCRATIE SYNDICALE

Le syndicat métaux suspend le conseil syndical CFDT d'Usinor

Depuis novembre 1978, un conflit dans la section CFDT d'Usinor-Dunkerque divise les trente délégués au Conseil syndical. D'un côté Deroo, conseiller général de la Métallurgie CFDT, se basant sur l'histoire de 5 prêts faits antistatutairement à des militants de la section, bloque tout débat sur l'action dans la section. Il accuse nominalement un certain nombre de délégués, s'isole de plus en plus au sein de la section, pour ne regrouper que 5 délégués derrière lui, au dernier conseil. La veille des élections aux délégués du personnel, Deroo, avec les 5 autres délégués, sort un dossier appelant à ne pas voter CFDT, méprisant l'image de marque du syndicat, et se place ainsi hors statut, en essayant de détruire la section. (Dans cette entreprise, un tract patronal, signé «I.O.D.E.», reprend ses positions et les soutient).

De l'autre côté, Claude Bernard, secrétaire de section, reconnaît l'erreur commise, et remet toutes les informations dessus, demandées par le syndicat. Il se bat dans la section pour que ce combat stérilisant cesse, et que la section retrouve sa place au sein de la lutte dans l'entreprise. Il fait de plus en plus l'unanimité, et groupe en définitive tous

les autres délégués sur ses positions.

Mais en fait, derrière ce faux débat des prêts, Deroo, et avec lui la FGM, visent à remettre au pas une section par trop combative et indépendante. Cette section refusait de comprendre le «recentrage» d'Edmond Maire comme la nécessité de négocier à froid, mais au contraire se plaçait sur des positions de lutte de classes.

Un conseil du syndicat Métaux à Dunkerque samedi a tranché en faveur de Deroo.

## «JUSTIFICATION»

### Les décisions du syndicat métaux

«Les objectifs recherchés, expose d'abord l'UL, sont de faire la clarté sur les finances de la section, permettant ainsi de balayer définitivement les interrogations sur la gestion financière, de ne pas rechercher d'exclusion bureaucratique, et de créer les conditions d'une assemblée générale des adhérents qui aura notamment à désigner par vote les responsables qu'ils veulent se donner pour appliquer leurs décisions et assurer la bonne marche de la section.



Le processus pour réaliser ces objectifs sera le suivant :

— Nomination d'un expert comptable (...).

— Assemblée générale des adhérents dans le délai d'un mois, au cours de laquelle sera élue une nouvelle équipe responsable qui constituera le Conseil de section. Tout adhérent peut faire acte de candidature.

— Suspension par mesure conservatoire du Conseil syndical pendant la période transitoire, un an environ. Tous les élus ce-

pendant continuent d'exercer leurs mandats.

— Mise en place immédiate d'un collectif sous le contrôle et la responsabilité du Conseil du syndicat, pour gérer les affaires courantes, et préparer l'assemblée générale des adhérents.

— Toute expression par tracts et articles de presse pendant la période de suspension du Conseil de section se fera par le Collectif, étant entendu que le syndicat pourra opposer son veto quant à toute expression malsaine sur les problèmes internes. Aucune

exclusion n'est prononcée par le syndicat.

Le syndicat de la métallurgie CFDT poursuit en déclarant «qu'il avait la volonté d'une représentation équilibrée des deux parties en présence au sein du Collectif, mais que devant l'attitude d'une des parties — rejet des propositions du syndicat, présentation de motion, refus de débattre — le syndicat s'est trouvé dans l'obligation, après qu'elle se fut retirée de la réunion, de composer ce collectif sur la base des militants restants en séance...».

## LA GREVE DES ECUREUILS

70 % des 17 000 employés que compte la Caisse d'Épargne poursuivent un mouvement de grève de 48 heures, commencé mercredi. Il s'agit pour les agents des Caisses d'Épargne d'obtenir une meilleure garantie de l'emploi et un maintien des acquis en ce qui concerne le recrutement, les classifications et l'exercice des droits syndicaux, menacés par une modification de leur statut. Le syndicat unifié qui a appelé à la grève, organisait un rassemblement national jeudi matin à Paris, ainsi qu'une manifestation devant l'hôtel où étaient réunis en assemblée générale, les administrateurs des Caisses d'Épargne.

## SUCCES DE LA LUTTE A CRUAS (Ardèche)

Sur le chantier de la centrale de Cruas, les mille ouvriers en grève depuis plusieurs semaines ont repris le travail.

Ils ont obtenu une augmentation de leurs salaires et primes équivalente à 7,7 % et 17 % pour les manœuvres et O.S. et une augmentation de 160 F de leur prime de poste.

# SIXIEME DEMISSION A FRANCE NOUVELLE

Georges Bonopera vient de donner sa démission du comité de rédaction de *France Nouvelle*. C'est le sixième départ dans la rédaction de l'hebdomadaire

La malaise n'est pas nouveau au sein de l'hebdomadaire du PCF, mais il se transforme maintenant en véritable crise.

Sur un effectif rédactionnel de 19 personnes, six ont démissionné depuis quelques semaines : Yvonne Quilès, rédactrice en chef, Gérard Belloin responsable de la rubrique culturelle, Alexandre Boivatsis, responsable de la rubrique scientifique, Maurice Goldring, «billetiste», Jean Rony, spécialiste de l'Italie et de l'Espagne, et aujourd'hui Georges Bonopera, chargé des enquêtes politiques. La crise actuelle trouve ses racines dans les louvoiements de la direction du PCF : en 1977, celle-ci a déployé de gros efforts pour son hebdomadaire : il s'agissait

d'en faire un journal «en pointe», donnant l'image d'un parti ouvert à toutes les questions, liés aux échéances électorales ; c'est dans *France Nouvelle* qu'est apparu le soudain intérêt du PCF pour l'autogestion, pour l'écologie, pour le régionalisme. C'est dans *France Nouvelle* qu'a été ouverte, à l'époque, une rubrique courrier où une amorce de débat interne s'est menée, sur des questions certes mineures. La rédaction de *France Nouvelle* s'est largement investie dans cette orientation que certains d'entre eux qualifient «d'eurocommunisme». Sur leur lancée ils ont voulu continuer le débat après les élections : pourquoi cet échec, qu'en a-t-il été de la réalité des propos sur l'autogestion

central du PCF, qui se réduit comme une peau de chagrin. Sans risque de nous tromper, nous pouvons affirmer que d'autres démissions vont suivre.

ou l'écologie, etc...

L'enjeu du débat changeait alors. Il ne s'agissait plus de donner une bonne image de marque au PCF, mais de réfléchir sur sa politique. La direction ne l'a pas toléré. D'où l'arrivée à la direction de l'hebdomadaire du normalisateur Gremetz, flanqué de Malberg. Depuis plusieurs mois, il n'y a pas de réunion de rédaction à *France Nouvelle*, de crainte qu'une réunion collective ne se transforme en réunion de contestation. Si l'on en croit certains bruits, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase se situe à l'automne 1978 : Malberg prend alors le risque d'organiser une réunion de la rédaction, écoute les nombreuses doléances, et conclut : «Après tou-

te la merde que j'ai entendue, je ne répondrai pas».

Que va devenir *France Nouvelle* après cette hémorragie de rédacteurs ? Pour l'instant, la direction cherche à colmater les brèches, en écrivant elle-même, et en lançant une grande campagne d'abonnement pour pallier la baisse des ventes constatée depuis quelques mois. Mais *France Nouvelle*, selon toute probabilité, ne disparaîtra pas. C'est un outil trop décisif pour le PCF. La direction se contentera simplement, après le 23<sup>e</sup> congrès, de reformer un nouveau comité de rédaction, peut-être en prenant plus de soin pour que les nouveaux rédacteurs soient des militants qui ne réfléchissent pas trop...

N.D.

Tribune libre du PCR ml  
sur FR 3

## «Le chômage est intolérable ; on ne le tolère plus»

Jacques, militant du PCR en Lorraine, et Nicole, employée à Paris, ont évoqué, dans les quelques minutes qui étaient concédées au PCR ml à la télévision, le problème crucial pour tous les travailleurs, celui du chômage qui frappe deux millions d'entre eux.

«Ceux de Longwy et de Denain, mais aussi ceux de Nantes, de Fos, de Caen ont montré que la seule voie possible contre le chômage, c'est la lutte offensive, c'est la lutte résolue et tenace, c'est la voie de la résistance populaire».

Jacques rappelle les actions efficaces des sidérurgistes lorrains : «Blocage de Longwy et de toute la région, minéral déversé sur les voies, occupation de la centrale qui distribue l'oxygène à toutes les aciéries,

et si des provocations policières ont eu lieu, et ça n'a pas manqué ces derniers temps, on ne se laisse pas intimider». Il dénonce ceux qui cherchent les responsables de la crise hors de France, en Allemagne ou à Bruxelles : «Giscard-Barre sont bien capables de faire leurs mauvais coups tout seuls. Ne nous trompons pas d'ennemi».

Nicole insiste sur le fait que la lutte contre le chômage concerne tous les travailleurs. Mais la lutte revendicative, pied à pied, ne suffit pas. «Nous sommes des millions à vouloir changer de société, à vouloir une autre organisation du travail». Elle appelle à débattre avec le PCR, à rejoindre ses rangs pour aller vers le socialisme, où «ce seront les travailleurs eux-mêmes qui décideront».

## POLITIQUE



Pour une lutte efficace

## Viser la bonne cible

Qui est responsable des milliers de licenciements dans la sidérurgie ? Quelle est la cible que doivent viser les travailleurs ? Défense de l'emploi ou défense de la sidérurgie française ?

Ces questions sont importantes à discuter aujourd'hui. Elles conditionnent pour une part le développement de la lutte des travailleurs de la sidérurgie.

Courant décembre, le gouvernement rendait public son Plan Acier. L'application de celui-ci entraînerait 22 000 licenciements dans notre pays rien que dans la sidérurgie. Si la bourgeoisie française a programmé cette coulée de licenciements, c'est principalement pour être en mesure de faire face à la concurrence internationale. La concurrence entre les pays européens de la CEE est d'ailleurs codifiée par un accord. Celui-ci était mis au point par le Conseil des ministres des Neuf en décembre 1977. Il est connu sous le nom de Plan Davignon.

### LE PLAN DAVIGNON : UN COMPROMIS

Rappelons qu'à l'origine, c'est la France qui a demandé la négociation d'un accord entre les partenaires de la CEE. La principale fonction de ce plan est de limiter la concurrence sauvage à laquelle se livrent les différentes économies européennes entre elles. Il vise également à faire face aux importations des pays non membres de la CEE.

Ce plan comporte des concessions réciproques de chaque gouvernement. Il s'agit d'un compromis.

Si la France l'a demandé, c'est notamment parce qu'elle ne parvenait plus à écouler la totalité de sa production. Ses concurrents parvenaient dans certains domaines à produire moins cher. Inversement, si les concurrents l'ont accepté, c'est qu'eux aussi souffraient de la concurrence sauvage. Tous les capitalistes y ont intérêt.

### DANS TOUTE LA CEE DES LICENCIEMENTS

Remplir dans les meilleures conditions possibles, de leur point de vue, les obligations qui découlent de cet accord contraignant tous les gouvernements signataires à procéder à une réorganisation de leur appareil de production sidérurgique. Dans tous les pays cela se traduit par des licenciements, des mutations, des mises à la retraite, bref par des suppressions d'emplois. Certes, ces vagues de licenciements n'entraînent pas forcément les mêmes réactions dans tous les pays.

Constatons que les sidérurgistes de tous les pays de la CEE ont eu, ou auront à payer de leur emploi le Plan Davignon ou les plans précédents. Toutes les bourgeoisies européennes et pas seulement la bourgeoisie allemande étaient demandeuses.

### L'ENNEMI EST DANS NOS FRONTIÈRES

Le plan Davignon n'est pas ce «dik-tat allemand» que certains prétendent. Dans le cadre de la concurrence entre pays impérialistes, c'était au contraire la moins mauvaise solution pour chacune des bourgeoisies, y compris pour notre propre classe dominante.

Dire comme Marchais, Porcu, Ansart et aussi Ségué que Barre et Giscard sont «vendus à l'étranger» est faux. Cela aboutit à cacher que la reconstruction de la sidérurgie française profite pleinement à notre bourgeoisie. Aucune ambiguïté ne doit exister sur ce point : l'ennemi principal n'est nullement à Bonn ou à Bruxelles mais dans nos frontières. Prétendre que «Giscard et Barre sont vendus à l'étranger», que cela explique le Plan Acier et son cortège de fermetures, amène logiquement à affirmer qu'il pourrait en être autrement. Pourtant, en système capitaliste, ce n'est pas vrai.

### UN SEUL OBJECTIF : LA DÉFENSE DE L'EMPLOI

Les travailleurs auront toujours à lutter pour la défense de leur emploi. Mais une question décisive doit être débattue afin de rendre très claires les bases de la lutte : Que défend-on ? La sidérurgie française ou l'emploi des sidérurgistes ? Il y a une nuance de taille entre ces deux manières de voir. Selon que l'on s'engage dans l'une ou l'autre démarche les résultats sont très différents.

Dans le 1<sup>er</sup> cas, il s'agit de défendre la sidérurgie : donc on parle en termes de productivité, de rentabilité, de concurrence, de compétitivité ! On en arrive, qu'on le veuille ou non, à envisager les choses du seul point de vue : plus on produit, plus il y a d'emplois. Or justement, dans le système capitaliste, la tendance continue, c'est de produire plus, certes, mais au moindre coût, c'est-à-dire avec moins d'ouvriers et en payant moins cher ceux qui restent. Giscard-Barre d'un côté, Marchais-Porcu de l'autre, proposent des «solutions» très différentes pour la sidérurgie, mais leurs positions se définissent à partir de critères communs quant au fond : rentabilité, performances, millions de tonnes, productivité.

Dans le 2<sup>e</sup> cas, on se place en situation d'exiger le maintien de l'emploi. Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la crise engendrée par le système capitaliste et dont les Giscard-Barre-Ceyrac portent l'entière responsabilité. Si l'on accepte de se placer sur le terrain des patrons et de prendre en compte leurs explications, ils finiront par nous démontrer, livres de comptes et statistiques à l'appui, qu'ils ne peuvent faire autrement, qu'ils sont obligés de restructurer et de licencier. Tel n'est pas notre problème, c'est le leur. Ils dirigent cette société, ils possèdent tout, ils organisent la production selon leurs normes. La crise, c'est leur crise. Les travailleurs n'ont pas à en faire les frais.

Une telle manière de voir pose automatiquement la question de savoir comment il est possible de sauvegarder l'emploi. Une réponse, une seule, peut être faite : la lutte.

Seule la lutte, la construction du rapport de forces peut faire reculer la bourgeoisie, l'empêcher de mettre ses plans en application. On ne peut, on ne doit pas s'embarquer dans la logique patronale de rentabilité ; le problème c'est de mobiliser les travailleurs. C'est seulement de cette manière que l'on peut sauvegarder l'emploi.

Dans ce cadre, il est parfaitement juste d'exiger, comme le font les sidérurgistes, le maintien des installations, la non-fermeture des ateliers et des usines.

Les théories fumeuses sur la défense de la sidérurgie française ont déjà eu des conséquences désastreuses pour les travailleurs. Elles conduisent à supporter l'augmentation de la charge de travail, à accepter les mauvaises conditions de travail et les bas salaires, à ne pas prendre les moyens nécessaires pour s'opposer à la fermeture de Thionville.

A l'inverse, les initiatives de lutte, les moyens pris pour rassembler tous les sidérurgistes (privés d'emploi ou non) pour construire le rapport de forces, la volonté d'attaquer les patrons où ça leur fait mal, c'est-à-dire à la production, vont dans le bon sens. Elles découlent d'un choix clair : défendre l'emploi des travailleurs, lutter pour vivre et travailler au pays.

François MARCHADIER

## SIDERURGIE : DUNKERQUE, DENAIN, LONGWY

# TOUS UNIS CONTRE LES LICENCIEMENTS !

## Usinor-Dunkerque : «La direction a très peur du 6»

Interview d'un militant CFDT d'Usinor-Dunkerque

► Depuis lundi, la direction a mis 8 500 sidérurgistes en lock-out à Dunkerque : peux-tu expliquer comment on en est arrivé là ?

### Grève reconduite jusqu'à lundi

Mercredi midi, les travailleurs du parc à brames, du train à bandes, se sont réunis et ont reconduit leur grève jusqu'à lundi, rejetant les propositions de la CGT de «continuer la lutte sous d'autres formes», et les pressions du patronat annonçant la levée du lock-out en cas d'arrêt de la grève ?

Mercredi après-midi, un meeting intersyndical réunissait plusieurs centaines de sidérurgistes. Mais les propositions faites par les syndicats étaient loin de correspondre à la volonté de lutte des travailleurs, et le meeting, après les discours d'usage, s'est terminé par l'appel de la CGT «à prendre la carte, à discuter avec le journaliste de L'Humanité, et à retourner dans les différents secteurs». Cette volonté de séparer les gars qui voulaient mener des actions sur l'autoroute, à fait dire à des hauts fourneaux en grève : «ce sont les syndicats qui doivent nous suivre, et non le contraire». Seul pôle combatif dans ce meeting, la section CFDT «illégal» qui dit dans un tract : «Il ne peut pas y avoir de solution si d'un côté on trouve des travailleurs en lutte, d'un autre des lock-outés, et d'un troisième ceux qui travaillent. Il faut donc pour la section d'entreprise d'Usinor-Dunkerque, engager des actions qui permettent l'unification des travailleurs de Dunkerque. Dans ce cadre, la journée du 6 avril ne doit pas être simplement une journée de rencontre avec des camarades de Denain et Longwy, mais aussi une très grande journée d'action pour tous les sidérurgistes de Dunkerque... Travailleurs, tous dans la lutte : voilà le seul et unique moyen d'aller à de bonnes négociations, non pas des négociations que nous, nous demandons, mais celles que nous demandera le patron quand il verra qu'il n'y a pas d'autre issue, quand il verra devant lui les travailleurs unis dans l'action.

rencontrer la direction. Elle n'était pas là. On a donc décidé d'aller bloquer l'autoroute A 25 de 15 heures à 16 heures en signe de protestation. Le jour même, il y a eu une rencontre entre la direction et les délégués syndicaux. La direction est restée sur ses positions, ce qui a provoqué une réunion intersyndicale le mardi 3 avril. Quand il y a un lock-out, beaucoup de gars restent chez eux ; on a donc décidé d'appeler à un meeting, le 4 avril à 13 h, afin de les rassembler, et déposer leurs revendications : 300 F, 5<sup>e</sup> équipe et levée du lock-out.

► Comment se prépare la venue de Denain et Longwy vendredi et que peut-on en attendre ?

— Avec le lock-out, la situation est changée, mais on essaie de rassembler le maximum de gars de façon à ce que le 6, tous les travailleurs d'Usinor-Dunkerque, lock-outés, grévistes ou non, soient devant les grands bureaux afin de discuter avec ceux de Denain et Longwy et voir comment on peut engager la lutte ensemble. Il faut déterminer le moyen de lutte à adopter pour rassembler les intérêts des travailleurs de Denain, Longwy et de Dunkerque et engager une lutte sur l'ensemble du groupe Usinor, qui remette en cause la restructuration. Cela passe par la 5<sup>e</sup> équipe, l'augmentation des salaires et la non-fermeture de Denain et Longwy. La direction a très peur du 6 avril, de la consultation entre les travailleurs, de la mise en place de moyens de lutte communs aux trois usines.

► Pourquoi l'exemple des hauts fourneaux déposant leurs revendications et se mettant en grève n'a-t-il pas été suivi plus largement dans l'usine ?

La revendication des aciéristes était surtout la levée du lock-out



## «Le moment est propice à un rapprochement entre les boîtes d'Usinor»

Interview d'un délégué CFDT d'Usinor-Denain recueillie par notre correspondant de Denain

► Depuis les affrontements avec les flics les 7 et 8 mars, on semble être à un tournant de la lutte à Denain. Peux-tu expliquer la situation actuelle ?

Il faut d'abord se rappeler les événements qui ont abouti à une montée de la violence depuis l'annonce des licenciements à Usinor-Denain par Etchegaray, jusqu'aux fameux 7 et 8 mars. A partir de là, on a voulu, à la CFDT, faire sortir l'action de Denain, puisqu'à chaque sortie avant le 7 on trouvait les flics de plus en plus près de l'usine. Même si Denain et Longwy sont les plus touchés par les plans de restructuration d'Etchegaray et Mayoux, les autres le sont aussi. Les copains de Dunkerque

par exemple sont déjà touchés par les réductions de salaires, provenant des changements de cycle de travail et par l'éventuel transfert du million et demi de tonnes faites à Denain. Dunkerque c'est l'usine qui tue le plus en France dans la sidérurgie et cela ne fera qu'augmenter. On sent que les copains de Dunkerque sont aujourd'hui prêts à entrer dans la lutte contre la restructuration. Pour nous, maintenant, il faut qu'on essaie de faire rejoindre ces deux courants et d'étendre la lutte à Dunkerque, pôle de la sidérurgie pour Etchegaray et pour toute la région Nord.

► Les journées portes ouvertes qui se sont déroulées à Usinor-Denain semblent montrer un très net soutien de la population à la lutte des sidérurgistes. Quel bilan en avez-vous tiré ?

Le bilan est particulièrement positif. Pendant les événements des 7 et 8 mars, beaucoup de choses ont été dites et faites par une presse pas toujours bien intentionnée envers les actions syndicales, surtout quand elles dépassent le cadre de la «légalité». Les journaux ont essayé de réduire ce qui s'est passé à une bagarre «d'éléments incontrôlés» contre les flics. Or c'était complètement faux. Tout le monde le sait bien aujourd'hui. Les journées portes ouvertes ont permis d'avoir un débat direct avec la population. Les gens ont été effarés par la qualité des installations et par les conditions de travail aux hauts fourneaux

surtout, mais aussi aux aciéries et au train à bandes. Dans son immense majorité, la population, en repartant, était d'accord avec les travailleurs d'Usinor-Denain, en sachant pourquoi ils se battaient. Ils découvraient aussi que les revendications d'amélioration des conditions de travail, de cinquième équipe, des 35 heures, l'augmentation des effectifs, qui vont dans le sens de la lutte contre le chômage, étaient entièrement justifiées.

► Le succès de ces journées ne légitime-t-il pas le type d'actions efficaces que vous avez employé jusqu'à présent ?

Légitimer les actions violentes d'avant le 7 et surtout le 7 et le 8, c'est aller un peu vite. Mais les dizaines de milliers de gens venus ont légitimé le combat que mènent les travailleurs d'Usinor-Denain contre la restructuration. Ils trouvent absolument normal maintenant que la colère règne dans les rues de Denain, devant les menaces qui courent : on est persuadé que sur les trois journées, il y a eu à peu près 40 000 à 50 000 personnes qui sont venues ; et ça va aider beaucoup à la popularisation de la lutte, et à ce que les actions futures passent bien parmi la population. La CFDT a tenu à ne pas faire de ces journées, des journées kermesse, folkloriques. Elle a voulu au contraire démontrer que la lutte des travailleurs à Usinor-Denain était non seulement justifiée pour eux-mêmes, mais aussi pour la population : si Usinor-Denain arrête, leur em-

## Empêcher que la production de Longwy se fasse à Dunkerque

Point de vue d'un militant d'Usinor-Longwy

Peux-tu nous expliquer l'opération coup de poing réalisée dans la nuit de mardi à mercredi ?

— Le but, c'était d'enlever un appareil qui pourrait servir à mettre en cause l'aciérie de Senelle, y compris le gros train. Cet appareil était à l'étude et il allait certainement entrer en service rapidement.

C'est une glissière avec 8 chalumeaux en ligne qui aurait découpé les brames — venant de Dunkerque — pour en faire des blooms.

Ces blooms peuvent être utilisés directement sur les trains finisseurs. Il n'y a plus besoin d'aciérie, ni de gros train. Comme ça rentre dans le cadre du refus du démantèlement du bassin de Longwy, on l'a inscrit dans le cadre d'une opération coup de poing.

Plus largement comment empêcher que la production de Longwy se fasse à Dunkerque ?

Le but de la montée du 6 sur Dunkerque c'est d'arriver à une coordination de toutes les usines du nouveau groupe Usinor-Chiers, pour mettre à l'action toutes les boîtes. Et si demain, par exemple, Longwy bloquait la production, on pourrait avoir l'assurance qu'elle ne serait pas réalisée ailleurs.

Deuxièmement une coordination nationale avec Solmer, Sollac-Saci-lor, la Loire...

Si on tenait ces deux bouts, on serait plus solide qu'avec seulement Longwy et Denain.

Corr. LONGWY

ploi risque d'être dans le tas de ceux qui vont disparaître.

► Des milliers de visiteurs aux journées portes ouvertes, des milliers de lycéens de la région qui se mettent en grève et qui manifestent leur soutien aux sidérurgistes, des professeurs et des élèves qui invitent des sidérurgistes en classe pour expliquer leur lutte, des sections CSCV qui participent à toutes les initiatives... Comment envisagez-vous d'organiser ce vaste mouvement de soutien afin de le rendre plus efficace ?

Le rendre plus efficace, voilà le grand mot... L'efficacité, c'est notre souci principal. A travers tous les soutiens, qui sont venus spontanément, surtout dans les journées très dures, se pose la question de coordonner tous ces mouvements. On en a bien conscience. Mais sur un objectif précis, le problème des sidérurgistes. Cela nous différencie de la CGT, qui veut réunir tous les mécontents. L'efficacité n'est pas là. Les journées portes ouvertes, c'était pour populariser. Nous souhaitons que le maximum de gens soit au courant des problèmes des sidérurgistes et rejoignent leur lutte. Depuis très longtemps en France, il n'y a pas eu de brutalités équivalentes dans des mesures prises à l'encontre de boîtes de plus de 5 000 travailleurs. Il faut tout le soutien que les sidérurgistes peuvent recueillir des autres travailleurs et de la population, mais sur des problèmes bien précis, ceux des

sidérurgistes. Aujourd'hui, il faut organiser tout ce sentiment de lutte en faveur de la sidérurgie. La question se pose de savoir s'ils arriveront à faire pression suffisamment sur la CGT et le PC, qui eux, vont préparer la bagarre pour les élections européennes, ce qui se sent déjà. Il faut arriver à faire la synthèse entre les travailleurs de l'usine qui ont le souci de l'unité, la CFDT qui a le souci de l'efficacité, et les préoccupations de la CGT et du PC que nous ressentons déjà.

► Le 6 vous allez à Dunkerque. Vous avez réussi à obtenir de l'Intersyndicale que ce soit une mobilisation massive. Qu'attendez-vous de cette journée ?

Il y a eu beaucoup de difficultés pour que cette journée se fasse intersyndicalement. Encore lundi, la CGT diffusait un tract disant que le 6, des «délégations» de Denain iraient à Dunkerque. Dans l'usine, l'immense majorité des travailleurs est favorable à cette montée, si elle se fait dans l'unité. La CGT aurait préféré faire quelque chose sur Denain. Mais un défilé, de la porte d'Usinor à la mairie, on peut en faire 50 ou 100, qu'est-ce que ça va changer sur le comportement d'Etchegaray ? Et les travailleurs le savent bien. Les travailleurs de Denain veulent y aller, car ça peut nous rapprocher de ceux de Dunkerque, et permettre une coordination de nos luttes. Le moment est extrêmement propice à un rapprochement Dunkerque-Denain, et il faut en profiter.



## ● Caen : compromis à Carrefour-Hérouville

Patrick Grimm, que la direction du Carrefour d'Hérouville accusait d'avoir «volé et mangé» quatre croissants, a décidé d'arrêter sa grève de la faim. Mardi à 22 heures du matin, un compromis est intervenu entre les syndicats et la direction. Celle-ci ne revient pas sur sa décision de licenciement, mais elle promet de faire reprendre Patrick Grimm par une autre entreprise extérieure au groupe, aux mêmes conditions de salaire et sans lui enlever le bénéfice de son année d'ancienneté. Elle doit donc partiellement reculer mais comment Carrefour peut-il s'engager pour une autre société ? Et surtout, n'est-il pas contradictoire de licencier un «voleur» et de s'engager à le faire réembaucher ?

## ● Indulgence du Tribunal de Grenoble pour un délit flagrant : selon que vous serez «casseurs» de droite...

Alors qu'ils étaient responsables de la Fédération des étudiants de Grenoble affiliée à la FNEF (organisation étudiante de droite), quatre étudiants en droit avaient organisé dans la nuit du 8 au 9 avril 1977 une «expédition punitive» contre un local de l'UNEF. Ils y avaient déposé une bombe si dangereuse qu'un membre du commando fut tué par son explosion prématurée. Devant le tribunal de Grenoble, ils étaient donc poursuivis (un an après) pour «destruction de bâtiment public et homicide involontaire».

Faits autrement plus graves que ceux reprochés aux inculpés de la manifestation du 23 mars. Faits pour lesquels leur responsabilité était avérée et ne reposait pas sur des «témoignages» policiers pour le moins douteux !

Ces «casseurs»-là ne connaîtront pas la prison pendant plusieurs mois ni même un seul jour : le tribunal les a condamnés à dix mois de prison avec sursis...

## ● Interpellation contre Radio-Aventure

Le lundi 26 mars, en rentrant du travail, un des participants aux enregistrements des émissions de Radio Aventure (Bondy 93) a été interpellé, près de son domicile vers 18 h, par 4 inspecteurs de la P.J. Son logement a été perquisitionné ; des bandes magnétiques, des cassettes et un magnétophone sans aucun rapport avec la radio ainsi que des diapositives, des photos et 25 affichettes de Radio Aventure ont été saisis.

Il a été conduit à la P.J. à Paris (à plus de 20 km de son domicile) où il a subi 3 heures d'interrogatoire avant d'être relâché vers 23 h.

La police prétendait agir en flagrant délit suite à une émission de Radio Aventure qui aurait, d'après elle, été diffusée le vendredi 23 mars soit 3 jours avant.

Ainsi alors qu'aucun matériel d'émission n'a été trouvé chez lui, la P.J. a pu, sans aucun mandat, interpellé, perquisitionner à son domicile et retenir plus de 6 heures un travailleur par ailleurs militant syndical pris en flagrant délit... alors qu'il rentrait tranquillement chez lui après sa journée de travail.

## ● Larzac : l'armée exproprie Journée ville morte vendredi à Millau

La Blaquière, l'Hôpital, Potensac, les Baumes, les Truels, Jassenave, ces noms qui symbolisent la lutte des paysans du Larzac, ce sont quelques-unes des terres dont les ordonnances d'expropriation viennent d'arriver à la mairie de Millau. Un mois après le référendum organisé à Millau, qui avait vu un «non» massif à l'extension du camp militaire, c'est la réponse du gouvernement. Le quart de la superficie de la commune est touché.

Lundi le jour même de l'arrivée des ordonnances, des paysans ont arrêté des camions militaires et les ont repeints en blanc. D'autres actions vont suivre. Tandis que la mairie a décidé une grève administrative, vendredi sera une «journée ville morte».

## Non aux transports-ghettos

# A NANTERRE : DES HANDICAPES BLOQUENT UN TRAIN

17 h 20 en gare de Nanterre-Université. Du train bondé qui vient de la gare Saint-Lazare descend plus d'une vingtaine de handicapés.

Ce n'est pas facile : la barre placée au milieu des portières laisse à peine le passage d'un fauteuil roulant sans parler de la marche, très élevée, qu'il faut ensuite franchir. Pour les centaines, les milliers de travailleurs qui utilisent le réseau de transport ferré, les trajets effectués dans l'entassement ne sont pas une partie de plaisir. Pour les handicapés, ils sont quasiment impossibles, à moins d'être systématiquement accompagnés.

Mais pour le handicapé arrivé sur le quai de Nanterre-Université, les difficultés ne sont pas terminées, au contraire. Pour sortir de la gare, 36 marches les attendent avant d'atteindre la passerelle.

C'est dans cette gare, une des plus inaccessibles de cette partie du réseau SNCF, que les handicapés de la Confédération de défense des handicapés et retraités ont choisi de mener mercredi une action spectaculaire, avec le soutien du comité de lutte des handicapés, du Mouvement de défense des handicapés et d'autres associations.

Le train n'a pas le temps de repartir que déjà plusieurs handicapés sont sur la voie. De la sono fusent les premiers mots d'ordre : «Non aux transports-ghettos», «Des transports pour tous !». Un manifestant prend la parole, tandis que se déploient les banderoles.

Il rappelle que le 1<sup>er</sup> avril



Les handicapés bloquent le train en gare de Nanterre

s'est ouverte une nouvelle ligne qui relie Paris-Saint-Lazare à Cergy-Pontoise. Comme celle de Saint-Lazare, La gare de Cergy-Pontoise est accessible aux handicapés. Oui, mais ce sont les seules : les handicapés, sans doute sont censés ne pas utiliser les gares intermédiaires... Pour cette nouvelle ligne, comme d'habitude, seules les associations gestionnaires des centres-ghettos où sont enfermés les handicapés ont été consultées. Des associations qui ont accepté la loi dite «en faveur des personnes handicapées», en fait une loi ségrégative : pour leur travail, leurs loisirs, les handicapés sont mis «à part» des autres travailleurs. Pour les transports, c'est la même chose : les associations gestionnaires préconisent les transports spécifiques aux handicapés.

Tandis que des gradés de la gendarmerie s'approchent, les responsables de la gare tentent de contre-attaquer : les hauts parleurs diffusent un message : «Ce sont des centaines de travailleurs que vous empêchez de rentrer chez eux». Les travailleurs en question ne manifestent dans l'ensemble aucune hostilité à cette interruption imprévue du voyage : ils lisent attentivement les tracts où sont exposées les revendications des handicapés pour une réelle autonomie de transport : ascenseurs, plans inclinés, tapis roulants, signalisation spécifique pour les aveugles, etc.

La sono des manifestants répond de son côté : «Non au ghetto à l'usine ni dans les transports !», «Travailleurs, handicapés, solidarité !».

Au bout d'un quart d'heure, à l'autre extrémité

du quai, apparaît une vingtaine de flics de ville. Un homme d'une quarantaine d'années s'approche et exhale son indignation devant ce «blocage inadmissible» de la voie. Il affirme défendre l'intérêt des voyageurs puis s'éloigne : on peut alors constater qu'il attend en fait le train qui part en direction de Saint-Lazare dans la direction opposée...

Une délégation qui a rencontré le conseil régional vient rapporter, sans illusions, les promesses prodiguées par un conseiller. Puis les manifestants lèvent le barrage. L'action a duré près d'une demi-heure. «C'est la première de ce genre», souligne le porteur de la sono, il y en aura d'autres tant que nos droits ne seront pas reconnus !».

Claude ANCHER

## L'accident de Three Mile Island Le GSIEN demande l'arrêt du programme électronucléaire français

Dans un communiqué, le Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire «rappelle avec force sa demande d'un débat sur la politique énergétique française et plus particulièrement sur la part de l'électronucléaire. Le G.S.I.E.N. demande, en outre, l'arrêt du programme, en l'état des centrales divergées, tant que ce débat n'aura pas eu lieu».

Dénonçant la campagne d'intoxication menée par le gouvernement et EDF, le GSIEN remarque : «on a créé un conseil pour l'information sur l'électronucléaire qui, loin de donner une information véritable et honnête, semble s'être fixé le but de rassurer à tout prix. Ce conseil n'a

jamais entendu un autre son que les voix officielles. Quelques écologistes lui servent de caution. Mais même les rapports des séances ont été déclarés confidentiels. C'est un beau départ pour une information objective. Malgré les demandes répétées des membres écologistes, ils n'ont jamais pu, eux, se faire accompagner d'experts pour pouvoir répondre valablement aux interventions d'EDF et du C.E.A.».

Après avoir noté que «l'accident de Pennsylvanie souligne à l'évidence les lacunes admises dans les systèmes de sûreté», le GSIEN demande la vérification des réacteurs français qui ont divergé et ajoute : «Il faut revoir la conception des systèmes

de sûreté, sur les réacteurs à construire, sans se préoccuper du temps. Le respect du planning de construction doit impérativement s'effacer devant la sécurité».

Il faut aussi inclure Super-Phenix dans les révisions déchirantes avec ses problèmes multiples non résolus.

Quant à clamer qu'il n'y a eu ni morts, ni blessés. Que désiraient donc les officiels : une rupture d'enceinte. Il faut souligner que le réacteur américain Three Mile Island II avait balbutié jusqu'à maintenant ; il avait à peine fonctionné l'équivalent de trois mois réacteur. Or dans ces conditions la quantité de produits de fission était encore au moins d'un fac-

teur 5 à 10 en-dessous des quantités que l'on trouve dans un réacteur ayant fonctionné 3 à 4 ans. C'est probablement ce qui a minimisé les conséquences de la perte de réfrigérant.

Le communiqué conclut : «On ne connaît pas encore exactement les circonstances de l'accident. Mais il a été imprévisible et les techniciens ne l'ont pas maîtrisé. Affirmer que cet accident est impossible en France est une contre-vérité. Il ne se déroulera sûrement pas de la même façon, il n'y a jamais eu de scénarios semblables lors d'un accident car les points faibles ne sont pas forcément sur les mêmes composants. Donc ceci ne le rend pas impossible en France».



## Iran

# LARGE ABSTENTION DES MINORITES NATIONALES AU REFERENDUM

## Les combats se poursuivent au Turkmenistan

Bien que n'apparaissant pas dans les chiffres officiels qui annoncent 98 % de votants et 99 % de oui au référendum islamique, une partie importante de la population, composée des minorités nationales : Turkmènes, Kurdes, Baloutches et Arabes, se sont abstenus, de même que la gauche progressiste. Depuis 10 jours Gonbad Kavous, la capitale du Turkmenistan iranien est ravagée par de violents combats entre la population et les «comités Khomeiny». Malgré la présence renforcée de l'armée et la signature d'un cessez-le-feu précaire, les tirs se poursuivent dans cette ville.

D'après le projet de constitution les Iraniens éliront leurs représentants à l'Assemblée constituante, ils disposeront selon le vice-premier ministre iranien, d'un mois pour discuter du projet. Cependant, des exactions continuent, compromettant gravement les libertés démocratiques ; certains fanatiques religieux poursuivent leurs agressions contre les femmes, qui ne portent pas le voile. De même, des brutalités sont exercées contre les consommateurs d'alcool, tandis que régulièrement, les sièges de l'organisation des fedayin et ceux des moudjahidin sont attaqués. Les garanties démocratiques n'ont pas été assurées lors du scrutin, obligeant parfois certains électeurs à manger la partie verte de leur bulletin, pour cacher qu'ils avaient voté contre la république isla-

mique. Les formalités étaient réduites à leur plus simple expression : on pouvait voter en présentant n'importe quel papier sans photo ; ces pratiques ont favorisé les fraudeurs dont certains ont voté 4 ou 5 fois. C'est ainsi que les 18 millions de cartes d'électeurs prévues pour l'ensemble des votants ont été épuisées, dès le premier jour ! Il a donc fallu en réimprimer pour le deuxième jour de scrutin. Certains avancent même que si les résultats étaient publiés sans «correction», ils laisseraient apparaître un nombre de votes plus importants que de votants. Quoi qu'il en soit, ce que les résultats ne feront pas apparaître et qui constitue pourtant une donnée importante, c'est le fort taux d'abstentions qui résulte des consignes de certaines organisations : Fedayin, moudjahidin, Front natio-



Les Kurdes comme les autres minorités nationales se sont massivement abstenus.

nal démocratique, la gauche progressiste, et du refus massif de la part des minorités nationales de cautionner un régime qui ne satisfait pas leurs revendications. La majeure partie des Kurdes se sont abstenus, de même les Turkmènes et les Baloutches ont boudé le référendum. Si la situation semblait réglée au Kurdis-

tan, de nombreux bureaux de vote ont brûlé dans la région de Sanadadj. De même, si les combats se sont atténués depuis qu'un cessez-le-feu est entré en vigueur au Turkmenistan, celui-ci ne semble que provisoire, car des échanges de coups de feu se poursuivent, chaque partie conservant ses positions.

Frank ROUSSEL

## El Salvador

# NOUVEAU CRIME DE LA DICTATURE FASCISTE

La dictature fasciste qui se maintient à la tête du Salvador en réprimant tout mouvement populaire par l'utilisation systématique de la torture, a fait une nouvelle victime. Jaime Baires, enseignant à l'université nationale de Salvador, est mort le 4 mars 1979 des suites de ses tortures. Son seul crime : son frère Federico, actuellement exilé au Costa-Rica, est connu comme leader étudiant opposé au régime. Jaime Baires devait soutenir une maîtrise d'économie politique à l'université de Vincennes lundi dernier. Par solidarité, et en signe de protestation, ses camarades ont présenté sa thèse à sa place, en présence de ses parents, de professeurs et de personnalités démocratiques qui dénoncent et condamnent ce crime.

La disparition de Jaime Baires survient au moment même où le gouvernement salvadorien fait mine d'abolir les lois d'exception sur la «défense et la garantie de l'ordre public», tout en menaçant de décréter l'état de siège et le couvre-feu contre les ouvriers de deux usines de boissons gazeuses en grève dans la capitale. Le régime dictatorial du président Romero montre ainsi son vrai visage qui dément toute «ouverture» démocratique. Le peuple salvadorien ne se laisse pas intimider par ces menaces : lundi, les employés de 10 entreprises de San Salvador ont débrayé pour protester contre la

répression des manifestations et en signe de solidarité avec les grévistes. Le groupe d'«Amis français de Jaime Baires» nous a transmis le témoignage de sa mère sur les circonstances de la mort de l'étudiant.

Le dimanche 25 février 1979, alors qu'elle est sans nouvelles de lui depuis 2 jours, la mère de Jaime Baires apprend que son fils se trouvait à l'hôpital où il est soigné pour de graves brûlures. C'est un homme horriblement torturé que Madame Baires reconnaît comme étant son fils. Il porte des brûlures circulaires au troisième degré sur tout le corps (sans doute

causées par un fer à souder). Respirant difficilement, voyant à peine et ne pouvant parler, Jaime était cependant conscient, malgré une importante perte de sang. Il devait décéder quelques jours plus tard d'une hémorragie interne aux poumons et à l'estomac et des suites de ses graves brûlures. Jaime Baires a été torturé pendant deux jours au Quartier général de la Garde nationale. Il avait été arrêté le 23 février devant la caserne de San Carlos, suspecté pour avoir discuté avec un

soldat qui montait la garde. Si son frère a été un leader des luttes étudiantes, Jaime n'était pas un militant politique comme le précise sa mère. Cette dernière termine son témoignage en lançant un appel «à toutes les mères et familles qui connaissent des cas semblables», «pour que nous luttons afin que disparaissent ces situations et que soient respectés les droits intégraux de l'homme». Elle en appelle à la solidarité internationale contre «les régimes de répression».

## CHINE : DÉNONCIATION D'UN TRAITÉ AVEC L'URSS

Le comité permanent de l'Assemblée populaire chinoise a annoncé que la Chine ne progerait pas le «traité d'amitié, d'alliance et d'assistance» conclu avec l'URSS en 1950 et qui vient à expiration en avril 1980. Ce traité n'a bien sûr aujourd'hui qu'une existence de nom.

## TCHAD

Mardi s'est ouverte au Nigeria la seconde conférence de Kano, destinée à promouvoir la réconciliation nationale au Tchad. Plusieurs tendances du FROLINAT et de l'ancien gouvernement tchadien y participent, ainsi que les pays partie prenante de la médiation : Niger, Libye, Soudan et Cameroun.

## ● Italie : clôture du congrès du PCI sans grands changements

Comme prévu, le 15<sup>e</sup> congrès du PCI s'est achevé sans surprise, à l'image de son déroulement. Le seul amendement significatif dans les thèses a été l'ajout d'un passage sur la Chine qui reprend le rapport de Berlinguer en affirmant que le souci de conduire la modernisation «est une aspiration juste et légitime» mais que certains aspects de la politique étrangère chinoise sont «préoccupants», «surtout l'orientation selon laquelle l'URSS est un ennemi, pire, l'ennemi principal».

La désignation des organes dirigeants a été en fait la reconduction de la direction en place. Le comité central a subi de légères modifications. Tout d'abord il a été réduit d'une quinzaine de membres. C'est beaucoup moins que ce à quoi on s'attendait, et le projet de création d'un comité national dans lequel les principaux élus travailleraient avec le C.C., n'a pas vu le jour. L'autre changement concerne des personnalités peu connues, notamment des secrétaires fédéraux qui ont cédé la place à des intellectuels. L'estimation générale portée par la presse italienne était que rien n'a été modifié pour éviter tout remous avant les élections.

La seule modification menée à son terme, a été celle, très modeste, des statuts qui ont été complètement réécrits. Cela a permis que soit modifié l'ancien article 5 qui faisait obligation aux militants d'étudier le marxisme-léninisme, alors qu'aujourd'hui il leur est recommandé de s'inspirer du marxisme, de la pensée et de l'œuvre de Marx, Engels, Lénine mais surtout du marxisme italien.

Grégoire CARRAT

## ● Vietnam : dernière tentative au Kampuchéa avant la saison des pluies

Selon certaines informations, l'armée vietnamienne fait actuellement une tentative pour prendre le contrôle de la situation au Kampuchéa avant la saison des pluies. Des avions et des bateaux soviétiques ont transporté l'équivalent de trois ou quatre divisions dans les régions de Battambang et Siem Reap. Alors que l'armée d'occupation, en dehors de quelques villes et voies de communication, et que l'administration fantoche est très faible, les troupes vietnamiennes veulent tenter de regagner du terrain avant la saison des pluies qui, débutant dans quelques jours, va dans une large mesure paralyser leurs opérations militaires pendant six mois. Hanoï n'avait pu mener cette offensive le mois dernier, car une grande partie de l'armée vietnamienne et de ses moyens logistiques avaient été occupés par le conflit avec la Chine. Aujourd'hui, la tentative vietnamienne semble très compromise. La résistance du Kampuchéa qui n'a cessé d'attaquer et de mettre en difficultés les troupes d'occupation, va profiter des mois à venir pour se renforcer.

● 7 soldats israéliens ont été tués lundi au cours d'un combat naval, 3 fedayin ont été blessés, rapporte l'agence palestinienne Wafa.

● Le siège du Front Polisario à Alger annonce la prise de la ville de Tifariti, située au Sud-Est de la partie du Sahara occidental occupée par le Maroc.

● L'exécution d'Ali Buttho, ancien Premier ministre pakistanais, mercredi matin, a été suivie de violentes manifestations au Cachemire, la police a ouvert le feu sur les manifestants.

● Les combats qui opposent les forces d'opposition au régime d'Iddi Amin Dada atteignent maintenant la capitale de l'Ouganda. Une caserne située à 3 kilomètres de la capitale aurait été prise par les forces d'opposition, soutenues par l'artillerie tanzanienne.

● Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud a décidé d'exécuter vendredi matin Salomon Mahlangu, militant de l'African National Congress. Le MRAP et la CGT appellent à se rassembler jeudi soir à 18 heures devant l'ambassade d'Afrique du Sud.



# ESPAGNE : LA GAUCHE L'EMPORTE AUX MUNICIPALES

La gauche vient de remporter un succès assez net aux municipales, devançant d'un million de voix à peu près le centre et la droite. La gauche est assurée d'avoir la mairie dans les grandes villes, à Madrid, Barcelone, Valence, Saragosse, Tarragone et peut-être Séville. Cette victoire est d'abord celle du PSOE de Felipe Gonzalez, tandis que le PC a des résultats plus modestes : la seule mairie qu'il peut espérer gagner est celle de Cordoue.

## L'ECART ENTRE LES GRANDES VILLES ET «L'ESPAGNE PROFONDE»

Le scrutin du 3 avril dernier confirme l'écart croissant entre le comportement politique des grandes zones urbaines, quelle que soit la région, et celui de «l'Espagne profonde», celle des zones rurales, des cités de petite et moyenne importance. D'un côté, une population politisée, ayant participé activement au processus de démocratisation, par des actions de masse dans la rue, par son adhésion aux syndicats et aux partis d'opposition, alors même qu'ils étaient encore semi-légaux, attentive à la physionomie politique du reste de l'Europe ; de l'autre, une Espagne plus attentiste, plus conservatrice, où l'influence des traditions, de l'Eglise et des caciques, est plus difficile à secouer. Cette Espagne-là a voté pour le Parti de Suarez dans lequel se sont reconvertis les notables locaux mis en place par Franco. Ce qui fait que sur environ 69 000 conseillers, l'UCD en obtient 30 000 et, compte tenu de la sur-représentation des zones rurales, est assurée d'avoir la majorité dans 30 capitales de province sur 52. Les campagnes et les petites villes ont voté pour la stabilité et la prudence, par un réflexe savamment entretenu de peur du terrorisme auquel les citoyens commencent à s'accoutumer.

Le patron de l'entreprise de Bruck dans les Yvelines a foncé sur les grévistes réunis à la porte de l'usine. Un gréviste blessé a dû être transporté à l'hôpital. Les 90 ouvriers de cette entreprise sont en grève depuis lundi pour obtenir le paiement des heures supplémentaires.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale  
BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais  
Agence ZU 470  
Compte N° 668 J  
CCPN° 23 132 48 F  
Paris  
Directeur  
de Publication :  
Y. Chevet  
Imprimé par IPCC -  
Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

## GESTION MUNICIPALE ET ENJEUX NATIONAUX

La seconde leçon à tirer de ces élections, c'est que les Espagnols semblent se comporter comme leurs voisins français : vote assez massif à gauche dans les élections où les pouvoirs locaux sont en jeu, mais victoire de la droite quand les enjeux natio-

firmé de façon éclatante la poussée des partis représentant les nationalités, surtout au Pays Basque et en Andalousie. En Euskadi, le PNV, Parti nationaliste basque, arrive en tête au Guipuzcoa, en Biscaye et en Alava. Plus important encore, la coalition «abertzale» (patriotique) Herri Batasuna, proche de ETA, a réussi à entrer dans les conseils municipaux de San Sebastian et Bilbao, ce qui réfute une fois de plus les thèses de Suarez sur la marginalité du courant abertzale. Les patriotes espèrent s'en servir dans les discussions sur le statut d'autonomie. Ils constituent pour les Basques une garantie que le statut

tations difficiles entre le PC et le PSOE. La querelle s'est apaisée, mais le PSOE garde sur le cœur les violentes attaques dont il a été l'objet pendant la campagne législative. Le PC souhaite un accord global, et l'économiste Ramon Tamames, candidat du PC à Madrid, propose un «programme commun pour un maire commun». Or à Madrid les 9 conseillers du PC sont indispensables au PSOE pour obtenir la mairie. C'est le cas de plusieurs autres grandes villes où le PC joue le rôle d'appoint, mais d'appoint précieux. Cependant, le PSOE envisage plutôt de négocier sur les cas concrets. Nul doute



Un taux d'abstention important a marqué les premières municipales de l'après-franquisme

naux, portant sur des choix plus fondamentaux, sont en question.

Cependant, il ne faut pas minimiser l'importance de ces résultats : ils vont servir de base à plusieurs élections indirectes, en particulier les «députations provinciales», équivalents des conseils généraux, qui sont appelés à jouer un rôle important dans les futurs statuts d'autonomie. Une autre raison encore de ne pas pousser trop loin l'analogie entre les comportements électoraux français et espagnol, est le fort taux d'abstention enregistré, environ 40 %. Si l'on analyse l'évolution du taux d'abstention depuis 3 ans, on constate une progression régulière : 25 %, 32 % aux législatives du mois dernier, 40 % maintenant : certes, la saturation a pu jouer, puisqu'en 5 mois il y a eu 3 consultations électorales, mais c'est aussi le signe du désenchantement par rapport à une démocratie bourgeoise qui n'a pas donné tout ce qu'on en attendait.

## LA POUSSÉE DES NATIONALITÉS SE CONFIRME

Enfin, le scrutin a con-

ne sera pas bradé.

## TRACTATIONS DIFFICILES A GAUCHE

Si, globalement la gauche se taille un assez beau succès, sa concrétisation au plan des mairies à la mi-avril passe par des trac-

qu'en définitive, face aux intérêts mutuels qui sont en jeu, un compromis sera réalisé, mais on commence à trouver à Madrid que Carrillo ressemble de plus en plus à Marchais, et ce n'est pas un compliment !

Hélène VARJAC

## Deux Basques jugés à Aix-en-Provence Verdict vendredi pour Goichoechea et Apaolaza

Cent cinquante personnes ont manifesté mercredi à Aix, contre les menaces d'extradition qui pèsent sur les deux militants basques jugés actuellement. Des centaines d'autres manifestants n'ont pu parvenir jusqu'au tribunal, cinq cars et des centaines de voitures ayant été refoulés à la frontière espagnole. Mercredi, la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a refusé d'entendre les témoins de la défense. Les deux accusés, Mikel Goichoechea et Martin Apaolaza, en sont à leur 21<sup>e</sup> jour de grève de la faim, ils nient leur participation à l'attentat contre deux gardes civils, mais, fait qui suffit à les rendre coupables aux yeux de la justice française et espagnole, ils reconnaissent militer pour la cause basque. L'avocat général a été jusqu'à évoquer «la solidarité internationale» en faveur de l'extradition, confondant la collaboration des polices française et espagnole avec la véritable solidarité internationale qui, elle s'exprime à l'extérieur du tribunal dans le slogan repris par les manifestants : «non aux extraditions des réfugiés politiques». La décision du tribunal sera rendue vendredi.

## Appel pour une rencontre nationale des lycées et LEP Extraits

(...) Pour la deuxième fois dans l'année scolaire, le mouvement lycéen se développe.

(...) Dans les lycées et LEP en lutte, on ressent le besoin de faire le point sur l'action engagée, d'échanger les expériences avec les autres bahuts, avec les autres régions et de réfléchir aux questions essentielles qui se posent pour la rentrée :

- 1) Quels sont les projets de Beullac ?
- 2) Comment gagner contre les mesures Beullac ? Quelles formes de luttes, quelles actions faut-il développer ? Comment élargir le mouvement, condition indispensable pour faire céder Beullac ?
- 3) Quelle unité est possible avec les profs et les parents ? Comment les associer à notre lutte ?
- 4) Comment organiser nos luttes (assemblées générales, commissions, comités de grève...) ? (...)
- 5) Comment lutter contre l'avenir de chômage ? (...)

Une rencontre nationale des lycées et LEP en lutte et de ceux qui travaillent à mobiliser leurs bahuts va nous permettre de réfléchir en commun à ces questions.

Cette rencontre n'a pas la prétention de tenir le rôle d'une coordination nationale, représentative du mouvement lycéen et qui ferait des choix et prendrait des décisions engageant l'ensemble du mouvement lycéen. Par contre, elle peut nous permettre de préciser les perspectives de lutte pour la rentrée et peut constituer une étape dans le cadre d'une extension éventuelle du mouvement après les vacances de Pâques.

Pour faire connaître votre accord et votre participation à cette rencontre nationale, téléphonez au 508.82.87 (16.1) à partir du mardi 3 avril au vendredi 6 avril, tous les soirs entre 18 et 20 heures (à partir de samedi 14 heures, téléphonez au 209.93.22 (16.1)).

La réunion aura lieu à partir du samedi 7 avril à 14 heures jusqu'au dimanche après-midi.

Lieu : Place des fêtes, 9 rue du Pré-Saint-Gervais, Paris 19<sup>e</sup> Métro : Place des Fêtes.

Appel lancé par :

- les lycéens en lutte de Mulhouse
- des lycéens de Langevin-Wallon (Val-de-Marne)
- des lycéens de Bergson (Paris 19<sup>e</sup>)
- des lycéens des Eaux Claires de Grenoble
- des lycéens d'Augustin Thierry de Blois
- des lycéens d'Ampère Bourse, de Brossollette et du LEP de Lyon.
- des lycéens de Derrien (Champigny - Val-de-Marne)
- C.L.A.F. Comité Lycéen d'Action de Fameck (Thionville).

## LE CONSEIL DES MINISTRES CONFIRME L'ACCELERATION DU PROGRAMME NUCLEAIRE

Au lendemain du conseil interministériel de mardi, portant sur le programme électronucléaire de la France, le conseil des ministres a confirmé ses projets pour 1980-1985.

C'est neuf centrales nucléaires dont la mise en chantier va être accélérée : Nogent-sur-Seine 1 ; Belleville (dans le Cher) 1 ; Paluel 4 ; Flamanville 2 ; Saint-Maurice-l'Exil 2 ; Cattenom 2 ; Gravelines 5 et 6 ; Chinon B 3. Ces centrales s'ajoutent à celles en cours : Creys-Malville Cruas 3 et 4 ; Flamanville 1 ; Saint-Maurice-l'Exil 1 et Cattenom 1.

Pour tenter de rassurer, à la suite de l'accident d'Harrisburg (USA), le gouvernement a décidé d'y envoyer une mission officielle pour «recueillir toutes

les indications sur les causes et les effets de cet accident» (...). «Ces renseignements seront rendus publics». Pour ce qui est des centrales françaises «le gouvernement fera procéder aux améliorations et aux modifications se révélant nécessaires».

Alors qu'aux USA, des centrales ont été arrêtées ces dernières semaines parce qu'elles n'offraient pas toutes les garanties de sécurité, le gouvernement français se lance dans une extension accélérée du programme électronucléaire sans que les preuves aient été fournies que tout accident grave est impossible. Il prend ses décisions au mépris total de l'avis des populations et des travailleurs directement concernés.